

Vu l'avis du Conseil flamand des Sports, donné le 11 février 2004;

Vu l'avis n° 36610/3 du Conseil d'Etat, donné le 19 février 2004, par application de l'article 84, § 1^{er}, premier alinéa, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 73 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 23 octobre 1991 portant exécution du décret du 27 mars 1991 relatif à la pratique du sport dans le respect des impératifs de santé, remplacé par l'arrêté du Gouvernement flamand du 23 novembre 2001 et modifié par les arrêtés ministériels des 30 janvier 2003 et 23 décembre 2003, est modifié comme suit :

1° au § 1^{er}, 2°, sont apportées les modifications suivantes :

a) les mots « Cannabinoïdes, la concentration d'acide THC 11 nor delta dans les urines ne peut dépasser 15 microgrammes par millilitre » sont remplacés par les mots « Cannabinoïdes, la concentration d'acide THC 11 nor delta dans les urines ne peut dépasser 15 nanogrammes par millilitre »;

b) après le mot « Morphine » sont ajoutés les mots « la concentration dans les urines ne peut dépasser 1 microgramme par millilitre »;

2° au § 1^{er}, 3°, le mot « tétrahydrogestrinone » est inséré dans la liste alphabétique existante, entre les mots « testostérone » et Tibolone »;

3° au § 1^{er}, 6°, le mot « darbépoétine alfa » est inséré dans la liste alphabétique existante, entre les mots « cyclofenil » et Erythropoétine ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 25 février 2004.

M. KEULEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 895

[2004/200642]

16 JANVIER 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juillet 1998 fixant les programmes des épreuves d'aptitude pédagogique à l'enseignement dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, notamment l'article 115, alinéa 2;

Vu le protocole du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, du 2 décembre 2003;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 octobre 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 décembre 2003;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 5 novembre 2003 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas trente jours;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 18 décembre 2003, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre ayant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit dans ses attributions,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'annexe de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juillet 1998 précité, les modifications suivantes sont apportées :

A) Au 3° Domaine de la musique

1. Au point 3°, C., les mots « Examen d'aptitude à l'enseignement de l'histoire de la musique et de l'analyse » sont remplacés par « Examen d'aptitude à l'enseignement de l'histoire de la musique - analyse ».

2. Au point 3°, D., les mots « D. Examen d'aptitude à l'enseignement de l'écriture musicale et de l'analyse » sont remplacés par « D. Examen d'aptitude à l'enseignement de l'écriture musicale - analyse ».

3. Au point 3°, E., les mots « E. Examen d'aptitude à l'enseignement de la formation générale » sont remplacés par « E. Examen d'aptitude à l'enseignement de la formation générale jazz ».

4. Au point 3°, H., les mots « H. Examen d'aptitude à l'enseignement de la formation instrumentale et d'ensemble jazz » sont remplacés par « H. Examen d'aptitude à l'enseignement de la formation instrumentale jazz et d'ensemble jazz ».

5. Le point 3°, P, Examen d'aptitude d'accompagnement au piano est remplacé par la disposition suivante :

« P. Examen d'aptitude d'accompagnement au piano.

1. Epreuve artistique éliminatoire - 30 points.

Exécution musicale d'extraits choisis séance tenante par le jury dans un répertoire instrumental et vocal de 5 œuvres pour un ou plusieurs solistes accompagnés, et présenté par le candidat de manière à mettre en valeur l'ensemble du répertoire relatif à la discipline concernée.

Ce répertoire doit obligatoirement comprendre :

a) 2 œuvres instrumentales significatives (tout ou partie) au moins; par exemple : concerto ou sonate pour instrument soliste;

b) 2 œuvres vocales au moins;

c) 1 œuvre avec réduction d'orchestre obligée, préexistante ou non, adaptée ou réalisée par le candidat.

2. Epreuve pédagogique - 50 points.

Séquences de travail d'accompagnement, chacune de 25 minutes maximum, et effectuées avec :

a) 1 élève instrumentiste inscrit en filière de qualification ou de transition - 25 points;

b) 1 élève chanteur inscrit en filière de qualification ou de transition - 25 points.

N.B. : la présence des titulaires des classes de chant et d'instrument concernées n'est pas obligatoire.

3. Epreuve de connaissances culturelles, techniques, théoriques et pratiques - 20 points.

Entretien portant sur :

a) la critique des séquences de travail d'accompagnement observées;

b) les connaissances techniques, historiques, pédagogiques, méthodologiques et de culture générale du candidat.

TOTAL - 100 points ».

B) Au 4^e Domaine de la danse.

6. Au point 4^e, D., b), les mots « au piano » sont supprimés.

7. Au 4^e, une lettre E, est ajoutée et est libellée comme suit :

« E. Examen d'aptitude d'accompagnement au piano des cours de danse classique.

1. Epreuve artistique éliminatoire - 30 points.

— Exécution musicale d'extraits choisis dans un répertoire de 3 œuvres écrites pour le ballet.

— Improvisation sur un thème musical imposé par le délégué de la Communauté française.

2. Epreuve pédagogique - 50 points.

— Séquences d'accompagnement d'une période de cours en 2^e année de la filière de Formation 20 points.

— Séquence d'accompagnement d'une période minimum de cours dès la 6^e année de la filière de Qualification ou de Transition 20 points.

— Accompagnement d'une variation exécutée par un(e) élève inscrit(e) au minimum en 6^e année de la filière de Qualification ou de Transition 10 points.

3. Epreuve de connaissances culturelles, techniques, théoriques et pratiques 20 points.

Entretien portant sur :

a) la critique des séquences de travail d'accompagnement observées;

b) les connaissances techniques, historiques, pédagogiques, méthodologiques et de culture générale du candidat.

TOTAL : 100 points ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 16 janvier 2004.

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale
et de la Recherche scientifique,
Mme Fr. DUPUIS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 895

[2004/200642]

16 JANUARI 2004. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 juli 1998 tot vaststelling van de programma's van de proeven inzake pedagogische bekwaamheid tot het onderwijzen binnen het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde middelbaar kunstonderwijs met beperkt leerplan

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 115, lid 2;

Gelet op het protocol van het Comité voor de plaatselijke en provinciale openbare diensten, afdeling II, van 2 december 2003;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 27 oktober 2003;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 5 december 2003;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 november 2003 over de aanvraag aan de Raad van State om advies te verlenen binnen een termijn van maximum dertig dagen;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 18 december 2003 met toepassing van artikel 84, § 1, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan behoort,

Besluit :

Artikel 1. Aan de bijlage bij het voornoemd besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 juli 1998 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) Bij 3° Domein van de muziek.

1. Bij punt 3°, C., worden de woorden « C. Onderzoek naar de bekwaamheid tot het onderwijzen van de muziekgeschiedenis en de analyse » vervangen door de woorden « C. Onderzoek naar de bekwaamheid tot het onderwijzen van de muziekgeschiedenis - analyse ».

2. Bij punt 3°, D., worden de woorden « D. Onderzoek naar de bekwaamheid tot het onderwijzen van de muziekschriftuur en de analyse » vervangen door de woorden « D. Onderzoek naar de bekwaamheid tot het onderwijzen van de muziekschriftuur - analyse ».

3. Bij punt 3°, E., worden de woorden « E. Onderzoek naar de bekwaamheid tot het onderwijzen van de algemene vorming » vervangen door de woorden « E. Onderzoek naar de bekwaamheid tot het onderwijzen van de algemene vorming - jazz ».

4. Bij punt 3°, H., worden de woorden « H. Onderzoek naar de bekwaamheid tot het onderwijzen van de instrumentale en jazzensemble - vorming » vervangen door de woorden « H. Onderzoek naar de bekwaamheid tot het onderwijzen van de instrumentale en "ensemble" jazzvorming ».

5. Punt 3°, « P. Onderzoek naar de bekwaamheid tot begeleiding op de piano » wordt vervangen door de volgende bepaling « P. Onderzoek naar de bekwaamheid tot begeleiding op de piano.

1. Artistieke toelatingsproef - 30 punten.

Vertolking van tijdens de zitting door de examencommissie gekozen fragmenten uit een instrumentaal en vocaal repertoire van vijf werken voor één of meerdere begeleide solisten, en voorgedragen door de kandidaat zodat het geheel van het repertoire in verband met de betrokken discipline gewaardeerd zou worden.

Dit repertoire bevat verplicht :

a) minstens 2 (geheel of gedeeltelijk) bekende instrumentale werken; bv. : concerto of sonate voor solist instrument;

b) minstens 2 vocale werken;

c) 1 werk met al dan niet op voorhand bestaande verplichte inperking van het orkest, aangepast of verwerkt door de kandidaat.

2. Pedagogische proef - 50 punten.

Periodes muzikale begeleiding van maximum 25 minuten en uitgevoerd met :

a) 1 leerling instrumentalist ingeschreven voor de kwalificatie- of de overgangsfilière - 25 punten;

b) 1 leerling zanger ingeschreven voor de kwalificatie- of de overgangsfilière - 25 punten.

N.B. : de aanwezigheid van de titularissen van de bedoelde cursussen zang en instrument is niet verplicht.

3. Proef culturele, technische, theoretische en praktische kennis - 20 punten.

Onderhoud over :

a) de kritiek van de onder toezicht staande Periodes muzikale begeleiding;

b) de technische, historische, pedagogische, methodologische en algemene cultuur van de kandidaat.

TOTAAL - 100 punten. »

B). Bij 4° Domein van de dans.

6. Bij 4°, D., b), worden de woorden « op de piano » geschrapt.

7. Bij 4°, wordt een letter E toegevoegd, luidend als volgt :

« E. Onderzoek naar de bekwaamheid tot begeleiding op de piano van cursussen klassieke dans.

1. Artistieke toelatingsproef - 30 punten.

Vertolking van gekozen fragmenten uit een repertoire van drie werken voor het ballet.

Improvisatie op een muziekthema opgelegd door de afgevaardigde van de Franse Gemeenschap.

2. Pedagogische proef - 50 punten.

— Periodes muzikale begeleiding van een cursusperiode in het tweede jaar vormingsfilière - 20 punten.

— Periodes muzikale begeleiding van een cursusperiode in het zesde jaar kwalificatie of overgangsfilière - 20 punten.

— Begeleiding van een variatie vertolkt door een leerling ingeschreven voor minstens het zesde jaar kwalificatie of overgangsfilière - 10 punten.

3. Proef culturele, technische, theoretische en praktische kennis - 20 punten.

Onderhoud over :

— de kritiek van de onder toezicht staande begeleidingssessie;

— de technische, historische, pedagogische, methodologische en algemene cultuur van de kandidaat.

TOTAAL - 100 punten. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.
Brussel, 16 januari 2004.

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. Fr. DUPUIS

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 896 (1999 — 2388)

[2004/29074]

15 MAI 1999. — Décret relatif à la formation en cours de carrière du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 16 juillet 1999, p. 27364, il y a lieu de lire comme date de promulgation « 15 mars 1999 » au lieu de « 15 mai 1999 ».

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 896 (1999 — 2388)

[2004/29074]

15 MEI 1999. — Decreet betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het onderwijzend hulppersoneel van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 16 juli 1999, blz. 27367 en 27369, dient de afkondigingsdatum « 15 maart 1999 » te worden gelezen in plaats van de afkondigingsdatum « 15 mei 1999 ».

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 897

[2004/200682]

29 JANVIER 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la cession de biens, droits et créances de la Région wallonne à l'Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 4 décembre 2003 créant l'Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique, notamment l'article 21;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 janvier 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 janvier 2004;

Sur proposition du Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Les biens, droits et créances de la Région wallonne relatifs aux activités de l'Observatoire de la Mobilité sont cédés à l'Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} février 2004.

Art. 3. Le Ministre des Transports, de la Mobilité, et de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 janvier 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Transports, de la Mobilité, et de l'Energie,
J. DARAS

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 897

[2004/200682]

29. JANUAR 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Abtretung von Gütern, Rechten und Schuldforderungen der Wallonischen Region an das «Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique» (Wallonisches Institut für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 4. Dezember 2003 zur Errichtung des «Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique», insbesondere des Artikels 21;

Aufgrund des am 27. Januar 2004 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;